2. Flux financiers

Gérard Perroulaz et Antonio Girardi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/626>

DOI : 10.4000/aspd.626

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 251-268

ISBN : 2-88247-049-5

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Gérard Perroulaz et Antonio Girardi, « 2. Flux financiers », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 22-1 | 2003, mis en ligne le 30 mars 2010, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/626> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.626>

2. FLUX FINANCIERS

COMMENTAIRE

Le Comité d'aide au développement publie des données statistiques sur l'ensemble des apports financiers aux pays en développement. Le CAD distingue quatre types de flux : l'APD, les autres apports du secteur public (dont les crédits publics à l'exportation), les dons des organismes privés bénévoles et les apports privés aux conditions de marché (flux privés). Les fonds privés se composent des investissements directs, des investissements de portefeuille et des crédits privés à l'exportation. Pour la Suisse, les données statistiques concernant les flux privés sont très lacunaires. La Banque nationale suisse publie des données sur les investissements directs à l'étranger (tableaux 2.4), mais les données sur les investissements de portefeuille sont loin d'être complètes.

Graphique 3 : Apports financiers aux pays en développement (mio. fr.)

Sources : OCDE, *Coopération pour le développement*, rapports 2002 (tableau 14), 1999 (tableau 14) et 1997 (tableau 21).

¹ Les valeurs en pourcentage se basent sur le total des flux positifs.

Le graphique 3 montre l'évolution des apports financiers aux pays en développement depuis 1993. Les apports du secteur privé ont pris une importance grandissante au

début des années 1990, alors que l'APD était en baisse. Si l'APD représentait encore 42 % des flux totaux à destination des pays en développement en 1993, sa part est tombée à 26 % en 1997. Le graphique met cependant en évidence le caractère assez volatil des flux privés, puisque les apports privés, après avoir passé de 65 milliards de dollars à 129 milliards de dollars de 1993 à 1997, ont ensuite baissé fortement pour atteindre 49 milliards de dollars en 2001. Les « autres apports du secteur public » se sont avérés négatifs en l'an 2000, les remboursements ayant été plus importants que les crédits accordés.

En comparant les apports des différents pays membres du CAD, on peut constater qu'il n'y a pas de corrélation entre le RNB (revenu national brut) par habitant, l'importance relative des flux de capitaux privés et celle de l'aide publique au développement (tableau 2.2). Dans l'introduction de la partie 3 des statistiques, les graphiques 9 et 10 montrent le classement des pays selon le versement d'APD (en milliards de dollars et en % du RNB).

Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse

(graphique 4 et tableaux 2.3.B)

La Banque nationale suisse (BNS) publie une statistique des avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse. Les données reposent sur les informations communiquées par 122 banques qui effectuent des opérations internationales. Les avoirs et les engagements des comptoirs (mais pas des filiales) à l'étranger sont compris dans la statistique. La BNS distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan, tableau 2.3.B.1) des transactions réalisées pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires, tableau 2.3.B.2). Le graphique 4 ci-dessous montre les principales provenances des engagements de la Suisse envers les clients de pays en développement et des « pays en développement avancés ». Les banques suisses géraient ainsi fin 2001 des fonds pour le compte de clients étrangers pour un montant total de 320 milliards de francs, dont 177 milliards de francs pour le compte de clients de pays en développement (2^e colonne du tableau 2.3.B.2). Le graphique 4 permet de voir que les banques suisses gèrent des fonds surtout en provenance de paradis fiscaux et de centres financiers offshore, de pays en développement relativement avancés et de pays exportateurs de pétrole, mais figurent aussi certains pays relativement pauvres, tels que le Liberia ou le Kazakhstan, ou des pays connaissant une crise économique grave (Argentine, Venezuela...).

Graphique 4

Source : Banque nationale suisse, *Les banques suisses en 2001*, <www.snb.ch>. Elaboration iuéd.

Stocks d'investissements directs suisses à l'étranger (graphique 5, tableau 2.4.A)

Le graphique 5 met en évidence la concentration des investissements directs suisses dans les pays industrialisés. Pour ce qui concerne les pays en développement, l'Amérique centrale et du Sud constitue la destination préférée.

Graphique 5: Répartition géographique des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger en 2001 (total 414'577 millions fr.)

Effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger (graphique 6, tableau 2.4.B)

La tendance décrite auparavant se reflète dans la distribution géographique du personnel des entreprises suisses, à l'exception du personnel employé dans les pays en développement asiatiques plus nombreux que celui en Amérique centrale et du Sud.

Graphique 6: Répartition géographique de l'effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger en 2001 (total 1'709'023)

2.1. Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement

A. Flux nets en provenance de la Suisse (1999, 2000 et 2001)

Catégories	1999	2000	2001 ^p	1999	2000	2001 ^p
	En millions de francs			En % du RNB		
1. Capitaux privés ¹	3 360,0	1 681,1	-2 112,0	0,80	0,39	-0,47
dont: Investissements directs	2 756,0	1 914,1	-1 867,4			
Crédits à l'exportation	604,1	844,0	-242,9			
Investissements de portefeuille	n.d.	-1 076,9	-1,7			
2. Aide publique au développement ²	1 478,7	1 502,2	1 531,7	0,35	0,34	0,34
3. Autres apports publics ³	31,6	13,5	10,1	0,01	0,00	0,00
4. Dons des organismes privés bénévoles ⁴	275,4	274,1	303,4	0,07	0,06	0,07
Total	5 145,7	3 471,0	-266,8			
dont flux assortis de:						
<i>conditions du marché (=1+3)</i>	<i>3 391,6</i>	<i>1 694,7</i>	<i>-2 101,9</i>	<i>0,81</i>	<i>0,39</i>	<i>-0,47</i>
<i>conditions libérales (=2+4)</i>	<i>1 754,1</i>	<i>1 776,4</i>	<i>1 835,1</i>	<i>0,42</i>	<i>0,41</i>	<i>0,41</i>
RNB de la Suisse	417 750,6	435 478,2	450 501,8			

Source : <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableaux 12, 13 et 14.

RNB = Revenu national brut.

^p chiffres provisoires.

n.d. : données non disponibles.

Notes 1 à 4 : voir page suivante.

Note: les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

1. **Les flux de capitaux privés** sont des apports de ressources aux conditions du marché provenant de l'économie privée.

- ❑ Investissements directs : investissements effectués pour acquérir ou augmenter des intérêts durable dans une entreprise d'un autre pays. Les flux d'investissements directs correspondent à la variation de l'actif net que les filiales représentent dans la comptabilité de la société-mère. Ils ne sont pas forcément accompagnés de transferts de capitaux au sens de la définition de la balance des paiements donnée par le Fonds monétaire international. La statistique est établie sur la base des données communiquées par les entreprises.
- ❑ Les crédits à l'exportation sont des prêts, accordés pour une durée de plus d'un an pour l'achat de marchandises dans le pays créancier. Les montants indiqués dans le tableau concernent seulement les prêts garantis.
- ❑ Les investissements de portefeuille comprennent deux types de flux :
 - a) Les apports bilatéraux : souscription d'obligations émises par des Etats du tiers-monde ou par des sociétés établies dans des pays en développement, acceptation de reconnaissance de dettes, achat d'actions, d'obligations et de biens immobiliers.
 - b) Les apports multilatéraux : investissements du secteur privé bancaire et non bancaire dans des titres émis par des institutions multilatérales.
- ❑ Les flux bancaires, qui représentent la variation annuelle des avoirs nets détenus par les banques résidentes (y compris les comptoirs à l'étranger) vis-à-vis des pays en développement, ne sont pas comptés.

2. **L'aide publique au développement (APD)** représente l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires figurant dans la partie 1 de la liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (pays en développement). L'APD comprend aussi les contributions aux institutions multilatérales de financement provenant de fonds publics (y compris, en ce qui concerne la Suisse, les prestations des cantons et des communes). Ces prestations sont en principe fournies dans le but essentiel de favoriser le développement économique des pays en développement et elles sont accordées à des conditions de faveur. Pour les composantes de l'APD, voir les tableaux de la section 3.

Le chiffre d'aide publique au développement fourni par la Suisse figurant dans les statistiques du CAD peut être différent de celui qui figure dans les statistiques suisses, ceci pour deux raisons :

- a) la Confédération s'acquitte de certaines contributions internationales par l'émission de notes dont l'encaissement intervient ultérieurement. Ces engagements sont compris dans le chiffre de l'aide déclaré à l'OCDE au moment de l'engagement, alors que la Confédération publie un montant d'aide sur la base des versements effectifs de l'année.
- b) Des différences dans le montant de l'APD de la Suisse peuvent aussi provenir de révisions des données statistiques pendant l'année. Les sources de certains tableaux peuvent dater de 2002 (Rapport annuel de la coopération internationale) ou de chiffres communiqués par la DDC ultérieurement (février 2003). Ceci explique que certains chiffres ont été révisés.

3. **Les autres apports du secteur public** comprennent tous les autres moyens mis à disposition des pays en développement par des collectivités publiques mais qui ne sont pas assortis de conditions de faveur.

4. **Les dons des organismes privés bénévoles** comprennent les prestations accordées par des institutions sans but lucratif (sans les subventions reçues du secteur public).

Le revenu national brut (RNB) de la Suisse est estimé aux prix (courants) du marché.

2.1. Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement

B. Flux nets en provenance des pays membres du CAD (1999, 2000 et 2001)

Catégories	1999	2000	2001 ^p	1999	2000	2001 ^p
	En millions de dollars			En % du RNB		
1. Capitaux privés ¹	115 119,0	77 657,0	49 117,0	0,48	0,32	0,21
dont: Investissements directs	94 708,0	70 359,0	66 602,0			
Crédits à l'exportation	1 896,0	7 352,0	2 735,0			
Investissements de portefeuille	18 515,0	-54,0	-20 220,0			
2. Aide publique au développement ²	56 428,0	53 734,0	52 336,0	0,24	0,22	0,22
3. Autres apports publics ³	15 477,0	-4 537,0	-549,0	0,07	-0,02	0,00
4. Dons des organismes privés bénévoles ⁴	6 715,0	6 934,0	7 289,0	0,03	0,03	0,03
Total	193 739,0	133 788,0	108 193,0			
dont flux assortis de:						
<i>conditions du marché (=1+3)</i>	<i>130 596,0</i>	<i>73 120,0</i>	<i>48 568,0</i>	<i>0,55</i>	<i>0,30</i>	<i>0,20</i>
<i>conditions libérales (=2+4)</i>	<i>63 143,0</i>	<i>60 668,0</i>	<i>59 625,0</i>	<i>0,27</i>	<i>0,25</i>	<i>0,25</i>
En milliards de dollars						
RNB des pays du CAD	23 784,0	24 044,0	23 789,1			

Source : <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableau 14.

RNB = Revenu national brut.

^p chiffres provisoires.

Voir page précédente pour la description des catégories de flux financiers et les notes 1 à 4.

2.2. Relations entre le revenu national brut (RNB), les flux nets de capitaux privés et l'aide publique au développement

Comparaisons entre les pays membres du CAD (2001)

Pays membres du Comité d'aide au développement	Revenu national brut (RNB)			Flux nets de capitaux privés ¹			Flux nets d'APD ²			
	Montants		Par habitant	Montants		En % du RNB	Montants		En % du RNB	
	Mia \$	%	\$	Mio \$	%	Rang	Mio\$	%	%	Rang
Etats-Unis	10 159	42,8	35 643	21 864	0,22	9	11 429	21,84	0,11	22
Japon	4 204	17,7	33 047	5 380	0,13	11	9 847	18,81	0,23	18
Allemagne	1 841	7,8	22 368	737	0,04	12	4 990	9,53	0,27	14
Royaume-Uni	1 431	6,0	24 346	4 669	0,33	8	4 579	8,75	0,32	10
France	1 316	5,5	22 229	12 168	0,92	3	4 198	8,02	0,32	11
Italie	1 083	4,6	18 893	-1 903	-0,18	17	1 627	3,11	0,15	21
Canada	705	3,0	22 696	-12	0,00	15	1 533	2,93	0,22	19
Espagne	574	2,4	14 245	9 640	1,68	1	1 737	3,32	0,30	12
Pays-Bas	386	1,6	24 144	-6 886	-1,78	20	3 172	6,06	0,82	3
Australie	346	1,5	17 777	43	0,01	14	873	1,67	0,25	16
Suisse	267	1,1	36 945	-1 252	-0,47	19	908	1,73	0,34	7
Belgique	235	1,0	22 906	-712	-0,30	18	867	1,66	0,37	6
Suède	206	0,9	23 177	1 394	0,68	5	1 666	3,18	0,81	5
Autriche	186	0,8	22 834	279	0,15	10	533	1,02	0,29	13
Norvège	163	0,7	36 132	-71	-0,04	16	1 346	2,57	0,83	2
Danemark	159	0,7	29 601	998	0,63	6	1 634	3,12	1,03	1
Finlande	121	0,5	23 209	915	0,76	4	389	0,74	0,32	9
Grèce	117	0,5	10 693	-	-	-	202	0,39	0,17	20
Portugal	107	0,5	10 345	1 503	1,40	2	268	0,51	0,25	17
Irlande	87	0,4	22 563	347	0,40	7	287	0,55	0,33	8
Nvle-Zélande	44	0,2	11 405	16	0,04	13	112	0,21	0,25	15
Luxembourg	17	0,1	38 988	-	-	-	141	0,27	0,82	4
Total ou moy.	23 755	100,0	28 500	49 117	0,21		52 336	100,00	0,22	

Source : <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableaux 13, 14 et 37.

Note : voir aussi les graphiques 9 et 10 dans la partie statistique 3 « Aide publique au développement ».

¹ Y compris des montants affectés à l'annulation de créances commerciales. La remise de créances militaires n'est pas comptée.

² L'APD fournie par la France comprend l'aide aux territoires d'outre-mer (TOM). Par contre, la statistique exclut les transferts aux départements d'outre-mer (DOM).

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

A. Emprunts de débiteurs étrangers, par groupes de pays, en millions de francs¹

1. Année 2000

Groupe de pays	Valeur d'émission	Remboursement	Prélèvements nets sur le marché ²
Union européenne	18 082,7	12 191,4	5 891,3
Reste de l'Europe	2 374,5	2 045,0	329,5
Etat-Unis, Canada	5 817,7	5 883,0	-65,3
Caribbes	6 697,3	750,0	5 947,3
Amérique latine	0,0		0,0
Moyen-Orient, Afrique	0,0		0,0
Japon	501,8	2 260,0	-1 758,2
Australie, Nouvelle-Zélande	0,0	750,0	-750,0
Autres pays d'Asie, Océanie			0,0
Organisations internationales de développement ³	0,0	1 076,4	-1 076,4
Total	33 474,0	24 955,8	8 518,2

2. Année 2001

Groupe de pays	Valeur d'émission	Remboursement	Prélèvements nets sur le marché ²
Union européenne	20 953,9	17 532,1	3 421,8
Reste de l'Europe	2 752,0	4 384,9	-1 632,9
Etat-Unis, Canada	3 863,9	3 960,0	-96,1
Caribbes	5 978,0	1 844,3	4 133,7
Amérique latine	0,0	170,0	-170,0
Moyen-Orient, Afrique	0,0	0,0	0,0
Japon	0,0	1 205,0	-1 205,0
Australie, Nouvelle-Zélande	200,3	243,0	-42,7
Autres pays d'Asie, Océanie	0,0	200,0	-200,0
Organisations internationales de développement ³	300,2	2 452,3	-2 152,1
Total	34 048,3	31 991,6	2 056,7

Source : Banque nationale suisse, *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, janvier 2003.
<www.snb.ch>

¹ Emissions publiques.

² Valeur d'émission moins remboursements.

³ Groupe de la Banque mondiale (BIRD, IDA, SFI, AMGI), Banque interaméricaine de dév. (BID), Banque africaine de développement (BafD), Banque asiatique de développement (BASD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse¹

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans²

Situation au 31 décembre 2001

Pays	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs				Avoirs/Eng.
Pays industrialisés à économie de marché³	1 151 080	926 403	224 677	1,24
Pays en développement⁴	129 411	258 331	-128 920	0,50
Moyen-Orient (sans Egypte)	11 675	41 048	-29 373	0,28
Région des Caraïbes	52 960	107 538	-54 578	0,49
Ensemble des autres pays	64 776	109 745	-44 969	0,59

Détail Pays :

Union Européenne	593 746	477 464	116 282	1,24
Allemagne	80 233	68 198	12 035	1,18
France	58 195	47 981	10 214	1,21
Italie	33 527	31 318	2 209	1,07
Royaume-Uni	299 550	228 490	71 060	1,31
Autres pays	122 241	101 477	20 764	1,20
Reste de l'Europe	53 096	119 618	-66 522	0,44
Fédération de Russie	1 508	2 158	-650	0,70
Pologne	479	724	-245	0,66
Turquie	3 125	3 580	-455	0,87
Autres pays	47 984	113 156	-65 172	0,42
Etats-Unis, Canada	417 083	300 122	116 961	1,39
Région des Caraïbes	52 960	107 538	-54 578	0,49
Antilles britanniques	12 798	31 688	-18 890	0,40
Antilles néerlandaises	1 288	2 685	-1 397	0,48
Bahamas	4 797	17 907	-13 110	0,27
Iles Caïmans	23 716	31 595	-7 879	0,75
Panama	3 558	13 537	-9 979	0,26
Autres pays	6 803	10 126	-3 323	0,67
Amérique latine	10 547	22 310	-11 763	0,47
Argentine	1 715	3 509	-1 794	0,49
Brésil	2 224	6 825	-4 601	0,33
Mexique	3 370	4 371	-1 001	0,77
Autres pays	3 238	7 605	-4 367	0,43
Moyen-Orient	12 687	44 309	-31 622	0,29
Arabie Saoudite	2 938	5 553	-2 615	0,53
Egypte	1 012	3 261	-2 249	0,31
Israël	1 730	3 667	-1 937	0,47
Autres pays	7 007	31 828	-24 821	0,22

Voir notes page suivante.

Pays	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs				Avoirs/Eng.
Afrique	5 503	9 202	-3 699	0,60
Afrique du Sud	1 921	2 313	-392	0,83
Algérie	93	216	-123	0,43
Libéria	1 741	2 203	-462	0,79
Nigéria	41	354	-313	0,12
Autres pays	1 707	4 116	-2 409	0,41
Asie, Océanie	123 908	98 525	25 383	1,26
Chine (Rép. Populaire)	1 021	3 738	-2 717	0,27
Corée du Sud	6 129	2 355	3 774	2,60
Hongkong	11 155	27 941	-16 786	0,40
Inde	1 443	1 951	-508	0,74
Japon	79 321	27 133	52 188	2,92
Singapour	13 827	14 897	-1 070	0,93
Autres pays	11 012	20 510	-9 498	0,54
Australie, Nouvelle Zélande	10 959	5 646	5 313	1,94
Autres pays	3	5	-2	0,60
Total⁵	1 280 491	1 184 734	95 757	1,08

Source des tableaux 2.3.B.1 et 2.3.B.2: Banque nationale suisse, *Les banques suisses*, édition 2001, publié en 2002. Tableaux V et VI (p. 38 et 39), tableau 32.0 pp. A 124 à A 135, tableau 38.0 (pp. A 153 à A 158). Internet <www.snb.ch/f/index3.html> (les banques suisses).

Remarques: La Banque nationale suisse publie une statistique des avoirs et des engagements à l'étranger des banques établies en Suisse. Elle distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan, voir tableau 2.3.B.1) des transactions réalisées pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires, tableau 2.3.B.2). La statistique montre que les avoirs des banques suisses dans les pays en développement sont inférieurs à leurs engagements envers ces pays. En 2001, le taux de couverture a atteint 50 %.

Notes des tableaux 2.3.B.1 et 2.3.B.2

¹ Selon les comptes communiqués par 122 banques qui effectuent des opérations internationales. Les avoirs et les engagements des comptoirs (mais pas ceux des filiales) à l'étranger sont compris dans la statistique.

² Une partie seulement des opérations bancaires avec l'étranger se reflète dans les bilans: les transactions que les banques effectuent pour leur propre compte. Par contre, les services que les banques rendent à la clientèle, comme la gestion de fortune, les opérations en bourse, les émissions, les opérations fiduciaires, le commerce des devises, l'ouverture d'accréditifs, les cautionnements, etc., n'apparaissent pas dans les bilans.

³ Y compris les pays PECO/CEI et le Japon; sans la Turquie.

⁴ Soit les régions: Afrique, Amérique latine, Asie (sans le Japon), Caraïbes, Moyen-Orient, ainsi que la Turquie et la rubrique Autres pays.

⁵ Sans les métaux précieux.

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse¹

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire²

Situation au 31 décembre 2001

Pays	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs				Avoirs/Eng.
Pays industrialisés à économie de marché³	364 211	142 633	221 578	2,55
Pays en développement⁴	16 620	177 040	-160 420	0,09
Moyen-Orient (sans Egypte)	701	43 288	-42 587	0,02
Région des Caraïbes	12 135	78 764	-66 629	0,15
Ensemble des autres pays	3 784	54 988	-51 204	0,07
Détail Pays :				
Union Européenne	305 135	92 188	212 947	3,31
Royaume-Uni	63 932	18 663	45 269	3,43
Italie	768	17 596	-16 828	0,04
France	44 781	13 222	31 559	3,39
Allemagne	15 314	10 290	5 024	1,49
Belgique	40 858	8 594	32 264	4,75
Espagne	2 010	6 987	-4 977	0,29
Grèce	12	5 475	-5 463	0,00
Pays-Bas	56 856	4 540	52 316	12,52
Luxembourg	75 658	2 123	73 535	35,64
Irlande	3 530	470	3 060	7,51
Autres pays	1 416	4 228	-2 812	0,33
Reste de l'Europe	55 990	43 794	12 196	1,28
Jersey	20 459	16 006	4 453	1,28
Ile de Man	0	6 169	-6 169	0,00
Turquie	693	5 933	-5 240	0,12
Fédération de Russie	63	4 037	-3 974	0,02
Gibraltar	0	3 115	-3 115	0,00
Guernesey	28 335	2 472	25 863	11,46
Monaco	991	2 436	-1 445	0,41
Autres pays	5 449	3 626	1 823	1,50
Etats-Unis, Canada	3 210	9 683	-6 473	0,33
Région des Caraïbes	12 135	78 764	-66 629	0,15
Antilles britanniques	890	37 177	-36 287	0,02
Panama	117	18 271	-18 154	0,01
Bahamas	3 833	7 874	-4 041	0,49
Iles Caïmans	7 098	7 599	-501	0,93
Antilles néerlandaises	174	2 566	-2 392	0,07
Bermudes	0	1 858	-1 858	0,00
Autres pays	23	3 419	-3 396	0,01

Voir notes page précédente.

Pays	Avoirs A	Engagem. B	Solde C = A-B	Couverture D = A/B
En millions de francs				Avoirs/Eng.
Amérique latine	374	21 722	-21 348	0,02
Brésil	127	6 515	-6 388	0,02
Argentine	46	4 353	-4 307	0,01
Mexique	24	3 637	-3 613	0,01
Venezuela	0	3 217	-3 217	0,00
Belize	0	996	-996	0,00
Chili	41	515	-474	0,08
Colombie	0	484	-484	0,00
Pérou	0	363	-363	0,00
Autres pays	136	1 642	-1 506	0,08
Moyen-Orient	701	45 683	-44 982	0,02
Arabie Saoudite	0	13 230	-13 230	0,00
Emirats arabes Unis	0	9 897	-9 897	0,00
Israël	234	4 586	-4 352	0,05
Liban	341	4 338	-3 997	0,08
Egypte	0	2 395	-2 395	0,00
Jordanie	0	2 154	-2 154	0,00
Koweït	0	1 603	-1 603	0,00
Bahreïn	0	917	-917	0,00
Iran	0	832	-832	0,00
Autres pays	126	5 731	-5 605	0,02
Afrique	649	9 888	-9 239	0,07
Libéria	0	2 924	-2 924	0,00
Maroc	0	1 017	-1 017	0,00
Afrique du Sud	27	899	-872	0,03
Nigéria	0	878	-878	0,00
Kenya	0	817	-817	0,00
Angola	0	569	-569	0,00
Tunisie	0	297	-297	0,00
Côte d'Ivoire	0	277	-277	0,00
Autres pays	622	2 210	-1 588	0,28
Asie, Océanie	2 522	19 219	-16 697	0,13
Hongkong	974	6 799	-5 825	0,14
Taïwan	0	1 953	-1 953	0,00
Singapour	1 006	1 532	-526	0,66
Pakistan	0	1 472	-1 472	0,00
Inde	0	1 313	-1 313	0,00
Japon	491	1 227	-736	0,40
Thaïlande	0	846	-846	0,00
Indonésie	0	837	-837	0,00
Malaisie	0	661	-661	0,00
Philippines	0	635	-635	0,00
Kazakhstan	0	540	-540	0,00
Taiwan	0	233	-233	0,00
Autres pays	51	1 171	-1 120	0,04
Australie, Nouvelle Zélande	78	1 674	-1 596	0,05
Total⁵	380 831	319 673	61 158	1,19

2.4. Investissements directs suisses à l'étranger, en millions de francs

A. Répartition géographique des flux et stocks d'investissements par année

Pays	Flux d'investissements			Stock d'investissements		
	2000 ^r	2001 ^p	Variat. absolue 01/00	2000 ^r	2001 ^p	Variation 01/00 en %
Pays industrialisés à économie de marché	63 913	22 604	-41 309	301 780	319 809	5,6
Pays en développement	11 776	6 746	-5 030	79 081	94 768	16,6
dont Asie	1 089	1 027	-62	25 633	28 030	8,6
Amér. centrale et du Sud	10 410	5 643	-4 767	48 877	62 603	21,9
dont centres financiers offshore	127	176	49	1 116	1 163	4,0
Afrique	277	76	-201	4 571	4 135	-10,5

Détail Pays :

Union Européenne	28 917	10 077	-18 840	186 345	196 041	4,9
Allemagne	-1 113	5 334	6 447	22 854	26 126	12,5
Belgique	4 429	-563	-4 992	11 364	10 630	-6,9
Espagne	97	1 380	1 283	4 818	5 811	17,1
France	-1 055	-1 706	-651	18 308	16 915	-8,2
Irlande	1 303	-4 713	-6 016	12 329	10 255	-20,2
Italie	-222	1 910	2 132	7 911	8 387	5,7
Luxembourg	3 440	7 824	4 384	16 646	24 447	31,9
Pays-Bas	3 227	-630	-3 857	20 165	17 580	-14,7
Royaume-Uni ¹	16 338	462	-15 876	58 759	58 986	0,4
Autres pays	2 473	777	-1 696	13 191	16 906	22,0
Reste de l'Europe	458	1 995	1 537	12 560	15 173	48,1
dont Croatie	16	21	5	217	241	10,0
Fédération de Russie	-7	696	703	733	1 597	54,1
Hongrie	77	170	93	999	1 216	17,8
Pologne	586	201	-385	2 167	2 332	7,1
République tchèque	183	275	92	1 779	1 937	8,2
Slovaquie	13	9	-4	147	166	11,4
Turquie	-242	-153	89	1 050	1 069	1,8
Etats-Unis, Canada	34 232	9 963	-24 269	95 975	101 467	5,4
Autres pays industrialisés non européens	66	417	351	7 949	8 197	3,0
Australie, N ^{ouvelle} -Zélande	-270	-49	221	3 247	3 599	9,8
Japon	336	466	130	4 702	4 598	-2,3
Asie	1 089	1 027	-62	25 633	28 030	8,6
dont Arabie Saoudite	-83	-1	82	326	305	-6,9
Chine (Rép. pop.)	212	207	-5	1 583	2 084	24,0
Corée (Sud)	184	86	-98	1 050	831	-26,4
Emirats arabes unis	85	55	-30	213	327	34,9

^r chiffres révisés.

^p chiffres provisoires.

¹ Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

Pays	Flux d'investissements			Stock d'investissements		
	2000	2001 ^r	Variat. absolue 01/00	2000	2001 ^r	Variation 01/00 en %
Asie (suite)						
Hong Kong	-63	277	340	2 683	2 989	10,2
Inde	-43	139	182	408	560	27,1
Indonésie	-22	156	178	511	627	18,5
Liban	-143	-12	131	104	105	1,0
Malaisie	-25	72	97	1 432	1 402	-2,1
Pakistan	59	38	-21	211	231	8,7
Philippines	313	96	-217	1 677	1 996	16,0
Singapour	222	-387	-609	12 298	12 941	5,0
Taïwan	160	34	-126	852	901	5,4
Thaïlande	46	215	169	832	1 318	36,9
Vietnam	-33	-19	14	112	159	29,6
Amérique centrale et du Sud	10 410	5 643	-4 767	48 877	62 603	21,9
dont Argentine	48	471	423	1 782	1 670	-6,7
Brésil	246	-800	-1 046	5 707	5 668	-0,7
Centres financiers offshore ²	8 998	4 788	-4 210	31 549	43 703	27,8
Chili	-27	-163	-136	790	831	4,9
Colombie	-109	-70	39	1 092	1 151	5,1
Costa Rica	-17	13	30	130	158	17,7
Equateur	23	55	32	441	443	0,5
Guatemala	-97	-8	89	88	80	-10,0
Mexique	910	941	31	4 377	4 928	11,2
Pérou	57	36	-21	310	296	-4,7
Uruguay	299	90	-209	421	414	-1,7
Venezuela	127	176	49	1 116	1 163	4,0
Afrique	277	76	-201	4 571	4 135	-10,5
dont Afrique du Sud	18	59	41	1 318	1 007	-30,9
Côte d'Ivoire	-47	-20	27	113	117	3,4
Egypte	11	41	30	605	587	-3,1
Maroc	-30	0	30	294	256	-14,8
Nigéria	4	17	13	15	31	51,6
Total Monde	75 447	29 197	-46 250	381 911	415 646	8,1

Source : Banque nationale suisse, bulletin trimestriel n° 4, décembre 2002.

<www.snb.ch/f/index3.html> (bulletin trimestriel).

² Centre financiers offshore : Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, St Kitts et Nevis.

2.4. Personnel dans les entreprises suisses à l'étranger

B. Effectif du personnel en fin d'année

Pays	Nombre d'employés		
	2000	2001	Variation 01/00 en %
Pays industriels à économie de marché	1 309 949	1 256 965	-4,2
Pays en développement	443 249	452 058	1,9
dont Asie	217 606	222 591	2,2
Amérique centrale et du Sud	162 203	165 498	2,0
dont centres financiers offshore	7 782	8 869	12,3
Afrique	63 440	63 969	0,8
<i>Détail Pays :</i>			
Union Européenne	811 030	761 913	-6,4
Allemagne	254 010	212 905	-19,3
Belgique	30 431	22 798	-33,5
Espagne	56 676	58 710	3,5
France	133 144	135 494	1,7
Irlande	4 807	6 075	20,9
Italie	62 650	63 707	1,7
Luxembourg	2 529	2 379	-6,3
Pays-Bas	30 594	27 855	-9,8
Royaume-Uni ¹	126 577	119 443	-6,0
Autres pays	109 614	112 549	2,6
Reste de l'Europe	108 675	111 318	2,2
dont Croatie	2 870	3 237	11,3
Fédération de Russie	10 889	12 062	9,7
Hongrie	11 483	11 737	2,2
Pologne	22 875	19 908	-14,9
République tchèque	18 023	18 899	4,6
Slovaquie	3 653	3 393	-7,7
Turquie	9 824	9 658	-1,7
Etats-Unis, Canada	341 894	334 808	-2,1
Autres pays industrialisés non européens	58 176	58 585	0,7
Australie, Nouvelle-Zélande	30 064	29 271	-2,7
Japon	28 112	29 314	4,1

→

¹ Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

Pays	Nombre d'employés		
	2000	2001	Variation 01/00 en %
Asie	217 606	222 591	2,2
dont Arabie Saoudite	2 658	3 865	31,2
Chine (Rép. pop.)	40 291	40 424	0,3
Corée (Sud)	5 394	5 327	-1,3
Emirats arabes unis	1 123	1 301	13,7
Hong Kong	15 276	15 236	-0,3
Inde	20 146	20 164	0,1
Indonésie	11 375	10 834	-5,0
Liban	716	649	-10,3
Malaisie	18 974	18 648	-1,7
Pakistan	4 853	5 222	7,1
Philippines	12 579	12 955	2,9
Singapour	20 348	19 263	-5,6
Taiwan	9 968	10 520	5,2
Thaïlande	34 270	36 873	7,1
Vietnam	5 189	5 678	8,6
Amérique centrale et du Sud	162 203	165 498	2,0
dont Argentine	13 358	12 372	-8,0
Bésil	72 939	73 874	1,3
Centres financiers offshore ²	5 507	7 307	24,6
Chili	9 588	9 366	-2,4
Colombie	8 440	9 129	7,5
Costa Rica	2 313	2 361	2,0
Equateur	3 316	3 842	13,7
Guatemala	1 627	1 438	-13,1
Mexique	27 538	26 342	-4,5
Pérou	3 676	4 118	10,7
Uruguay	934	924	-1,1
Venezuela	7 782	8 869	12,3
Afrique	63 440	63 969	0,8
dont Afrique du Sud	19 695	21 019	6,3
Côte d'Ivoire	2 906	2 424	-19,9
Egypte	8 450	8 242	-2,5
Maroc	3 467	3 636	4,6
Nigéria	6 763	4 135	-63,6
Total Monde	1 763 022	1 718 681	-2,6

Source : Banque nationale suisse, bulletin trimestriel n° 4, décembre 2002.
<www.snb.ch/f/index3.html> (bulletin trimestriel).

² Centre financiers offshore : Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, St Kitts et Nevis.

Remarques pour les tableaux 2.4.A et 2.4.B

Définition de base :

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise (en créant une filiale ou succursale à l'étranger ou en participant à 10% au moins au capital d'une entreprise à l'étranger).

Méthode de recueil des données :

La Banque nationale suisse recueille chaque année les données sur les investissements directs suisses à l'étranger. L'enquête est obligatoire pour toutes les entreprises ayant des capitaux d'investissement direct de plus de 10 millions de francs.

Les entreprises fournissent des informations :

- ❑ sur les flux financiers portant sur des participations aux fonds propres (créations de filiales, acquisitions, ventes, augmentations de capital). Le signe moins (–) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse. (tableau 2.4.A partie gauche).
- ❑ sur le volume du capital investi au 31 décembre (participations aux fonds propres et crédits au sein du groupe), (tableau 2.4.A. partie droite). Le volume (stock) d'investissement à l'étranger à la fin d'une année ne correspond pas forcément au stock de l'année précédente additionné au flux de l'année, car les variations du volume peuvent aussi provenir de facteurs n'apparaissant pas dans les flux de capitaux (acquisitions à l'étranger financées par le bénéfice réinvesti de filiales à l'étranger, évolution des cours du change, modifications dans les méthodes comptables, etc.).
- ❑ sur l'effectif de leur personnel dans les filiales et succursales à l'étranger (tableau 2.4.B).

Répartition des investissements par pays :

Le pays mentionné dans les tableaux est dans la mesure du possible le pays bénéficiaire final des investissements directs étrangers de la Suisse. Ce principe ne peut toutefois pas toujours être appliqué (dans le cas par exemple des pays des Caraïbes, plaques tournantes de mouvements internationaux de capitaux, ou dans le cas des paradis fiscaux).

La classification des pays diffère de celle des tableaux précédents. Les totaux «pays en développement» des tableaux 2.4 comprennent les pays en développement avancés qui ne devraient, pour le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, plus être compris dans cette liste des pays en développement. Les pays en développement européens (Turquie et Etats de l'ex-Yougoslavie) sont dans les tableaux 2.4 compris dans la liste des pays industrialisés.

Voir aussi les tableaux 4.1. et 4.2. pour les investissements classés selon le CAD (liste des pays en développement et en transition à la fin de cet *Annuaire*).

Le total des flux d'investissement direct s'est élevé à 61,2 milliards de francs en l'an 2000. Selon les tableaux de la partie 4, seuls 1,9 milliard de francs a été investi dans les pays en développement. 9,8 milliards ont été investis dans les pays en développement plus avancés et 0,9 milliard dans les pays d'Europe centrale et orientale/Nouveaux Etats indépendants.